

## "Tenir ses promesses !" dans Saar-Volksstimme für Sozialismus und Demokratie (26 octobre 1955)

**Légende:** Le 26 octobre 1955, le périodique socialiste sarrois Saar-Volksstimme für Sozialismus und Demokratie détaille les conséquences politiques et internationales des résultats du référendum organisé le 23 octobre 1955 sur le statut de la Sarre.

**Source:** Saar-Volksstimme für Sozialismus und Demokratie. 26.10.1955, Nr. 249; 1. Jg. Saarbrücken: Sozialdemokratische Partei des Saarlandes. "Versprochenes halten!", auteur:E.K. , p. 1.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.  
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/tenir\\_ses\\_promesses\\_dans\\_saar\\_volksstimme\\_fur\\_sozialismus\\_und\\_demokratie\\_26\\_octobre\\_1955-fr-42f25297-f525-4d97-ac83-0e8ed8b798f9.html](http://www.cvce.eu/obj/tenir_ses_promesses_dans_saar_volksstimme_fur_sozialismus_und_demokratie_26_octobre_1955-fr-42f25297-f525-4d97-ac83-0e8ed8b798f9.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Tenir ses promesses

### I.

La campagne du référendum est terminée. La population a rejeté le statut européen de la Sarre. Ce rejet décidé librement est contraignant pour tous les politiciens démocratiques. Ceci vaut tout autant pour la politique étrangère que pour la politique intérieure.

On peut se réjouir du fait que les manifestations annoncées, qui avaient fait craindre des troubles importants, n'ont pas eu lieu. On peut également se réjouir du fait que le gouvernement français se soit abstenu d'intervenir. Dans la mesure où le gouvernement sarrois a lui aussi tiré immédiatement les conséquences qui s'imposent suite aux résultats du référendum, on constate aujourd'hui, deux jours après le vote, que notre patrie a retrouvé tout son calme. (Il convient cependant de noter qu'aujourd'hui encore – notamment dans l'arrondissement de Merzig, apparemment – nos fonctionnaires sont victimes de harcèlements mesquins.)

### II.

Du point de vue de la politique étrangère, les premières réactions de la presse et les déclarations des hommes d'État témoignent certes d'une grande déception face au résultat du vote, mais tous s'efforcent de rester calmes. La France et l'Allemagne semblent décidées à ne pas se laisser détourner de leur vision par ce résultat. Et les déclarations des partis du *Heimatbund* vis-à-vis de la France sont déjà l'exact opposé de ce que ces partis déclaraient pendant la campagne du référendum. Il s'agit d'une évolution positive pour autant qu'elle soit honnête.

À l'heure actuelle, personne ne sait quand ni dans quelles conditions de nouvelles négociations entre la France et l'Allemagne pourront avoir lieu. De nombreuses questions restent à éclaircir.

Nous sommes déjà heureux de constater une volonté de ne pas précipiter les choses. Cette politique devra déjà faire face à des dangers suffisants dans un avenir proche. En France, les élections approchent. Au cours des deux mois à venir, il faut absolument éviter en Sarre tout ce qui pourrait renforcer les arguments de campagne des nationalistes français. Ceci concerne tout particulièrement les partis du *Heimatbund*.

### III.

En matière de politique intérieure, il convient de faire les constats suivants. Le rejet du statut n'oblige pas légalement le gouvernement ni le parlement à démissionner, mais du point de vue politique, ce rejet constitue clairement une condamnation de la politique menée jusqu'à présent. Il est donc évident que des élections parlementaires doivent être organisées dès que possible. Mais pour des raisons techniques (formation du gouvernement de transition, consultation de la loi électorale et préparation du budget pour 1956 – du moins en ce qui concerne les dépenses courantes), ces élections ne seront pas possibles avant fin janvier. (Il ne faut pas mener campagne pendant l'Avent ni au moment de Noël ni du nouvel an).

Le SPS ne pourrait approuver un report plus important des élections. Dans un État démocratique, il convient de confier le plus rapidement possible le pouvoir politique à ceux qui ont remporté les élections. Ceux-ci doivent avoir la possibilité de tenir leurs promesses. Et ces promesses, que nous rappelons aujourd'hui à nos électeurs, sont les suivantes:

1. Réintégration de la Sarre;
2. Éventuellement une solution transitoire aboutissant à l'abolition de l'union économique franco-sarroise, à la conclusion d'un nouveau traité économique avec la France et l'Allemagne et à une résolution de tous les problèmes liés à ce traité économique plus favorable que ce qui a pu être accompli jusqu'à présent;
3. Importation sans droits de douane de marchandises allemandes vers la Sarre, et exportation sans droits de

douane de marchandises sarroises vers la République fédérale;

4. Transfert des mines sarroises à une administration purement sarroise;

5. Dans le Warndt, les Français sont déchus de tous leurs privilèges. Interruption immédiate du démontage.

6. L'industrie sarroise reçoit les crédits à l'investissement nécessaires au taux le plus favorable.

7. La charge fiscale de l'industrie, de l'artisanat et du commerce est réduite. De même pour les charges sociales (en fonction du parti qui s'impose).

8. Augmentation ou diminution des retraites (ici aussi, en fonction du parti qui s'impose).

Il nous semble évident que ces trois partis doivent assumer les responsabilités gouvernementales et tenir leurs promesses, et nous l'exigeons. Nous ne manquerons pas une occasion de leur rappeler ces promesses s'ils en oublient ne serait-ce qu'une seule. S'ils parviennent à réaliser ce qu'ils ont promis, nous admettrons volontiers qu'ils auront accompli plus que nous. S'ils n'y arrivent pas, nous en reparlerons dans cinq ans lors d'une prochaine campagne.

E. K.